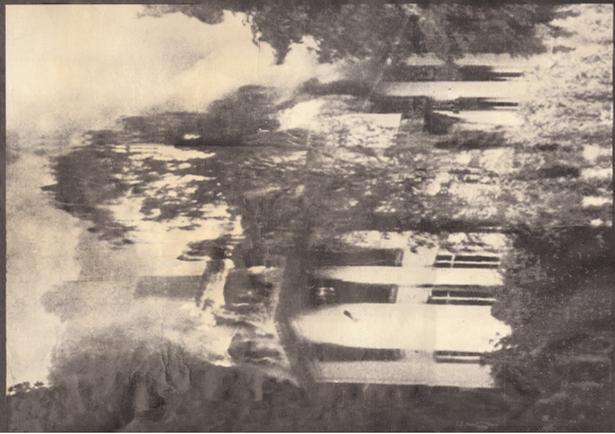


VISITEZ VIREUX-CHOOZ

SON CHATEAU...



...SES FEUX DE JOIE



DES PROLETAIRES QUI
RENOUENT AVEC LA
VIOLENCE DE CLASSE



UN GOUT DE POLOGNE

Ça coûtera cher
de nous foutre en l'air



Lutte des sidérurgistes et de leurs complices
dans les Ardennes (1979-1984)

Ce documentaire sonore a été réalisé entre 2005 et 2006. Il relate l'histoire de deux luttes qui se sont déroulées dans les Ardennes de 1979 à 1984. L'une contre l'implantation d'une nouvelle centrale nucléaire à Chooz, l'autre contre la fermeture de l'usine métallurgique de Vireux. Il se compose d'une quinzaine d'interviews d'anciens sidérurgistes et de personnes, qui venaient de la région parisienne et de Reims pour y prendre part.

Vingt-deux ans après, la mémoire de ces événements est encore très vive. Le temps écouté a permis un certain recul. Lors des discussions préalables avec les anciens sidérurgistes et leurs familles, nous avons abordé ces luttes sous bon nombre d'aspects. Cependant, il n'a pas toujours été possible d'enregistrer l'intégralité de leurs propos, notamment ceux de leurs femmes qui ont beaucoup de choses à dire. Entre autre, parce que l'emprise de la centrale nucléaire de Chooz s'exerce sur elles, comme sur l'ensemble de la population de la région. Que ce soit au niveau de l'emploi ou de la vie

quotidienne, celle-ci empêche certaines personnes d'affirmer publiquement ce qu'elles pensent.

Ce document a été réalisé afin que d'autres voix se fassent entendre et que ces moments de rage ne passent pas aux oubliettes de l'Histoire, celle des « vainqueurs », celle qui se prétend neutre.

En ce sens, ce montage ne se veut pas objectif. Nous avons choisi d'en développer certains aspects, mettant en lumière des contradictions, pouvant faire échos à des questionnements actuels, ou que nous voulions défendre.

Nous remercions toutes les personnes qui ont bien voulu raconter ces moments de leur vie devant un micro, particulièrement les sidérurgistes et leurs familles qui nous ont à chaque fois accueilli chaleureusement, ainsi que tout les proches qui nous ont aidé et conseillé.

Bonne écoute.

urgistes, qui décident de bloquer le RN devant l'usine.

Le 17, le préfet déclare qu'il n'y aura pas de négociations sans levée des barrières. En réaction, prolongement et renforcement des barrages.

Le 18, 4 escadrons de gardes mobiles prennent position près du barrage, les sidérurgistes se replient dans l'usine. Dans la nuit, attaque de la gendarmerie de Vireux avec des cocktails et des pierres.

Le 19, un représentant de l'intersyndicale et un autre sidérurgiste sont arrêtés pour détention d'armes (cocktails et d'explosifs (grenades à plâtre)).

Le 20, les 2 arrêtés sont écroués. Rassemblement de 150 personnes devant la mairie de Vireux, 17 personnes commencent une grève de la faim. Les femmes de Vireux organisent une pétition, une caisse de solidarité pour les prisonniers et des manifestations...

Le 21, arrestation par les gendarmes de Vireux d'un jeune homme de 19 ans pour l'attaque de la gendarmerie. 4 personnes dont 2 mineurs sont également arrêtées puis relâchées.

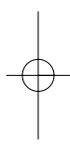
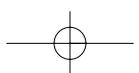
Le 23, le jeune homme est écroué pour port d'armes (cocktails) et détérioration.

Le 25, tout les enseignants de Vireux se mettent en grève, les commerces ferment en soutien aux grévistes de la faim. Manifestation de 1 500 personnes.

Le 27, libéré provisoire pour les 3 personnes incarcérées les 19 et 23 septembre.

Octobre :

Le 1^{er}, après 2 semaines de conflit, les salariés reprennent le travail. Les 29 licenciements prévus le 16 septembre sont abandonnés.



Le 20, nouveau barrage devant l'usine, les flics défoncent l'entrée avec un blindé et ripostent aux jets de pierres de 30 personnes restées à l'intérieur en tirant des grenades offensives. Un sidérurgiste est arrêté puis relâché, 2 escadrons sont postés au nord et au sud de Vireux.

Fin avril, sur les 611 emplois promis, seul 20 sont créés. 116 mutations ont lieu dans le groupe Usinor et près de 200 salariés sont placés dans des stages bidons.

Mai :

Le 4, barrage de la RN pour exiger le paiement des heures dues le 20 avril pour cause d'intervention des CRS... Les barrages sont délogés sans affrontements.

Le 10, pour les mêmes raisons, 4 sidérurgistes séquestrent toute la journée le directeur de l'usine dans son bureau, qui est muré pour l'occasion.

Septembre :

Le Comité de Chooz s'autodissout. Le 16, la direction de la Chiers prévoit 29 licenciements parmi les 450 personnes qui travaillent pour « l'amélioration du site ». Meeting de 300 sidé-



Mars :
Le 14, les 2 sidérurgistes arrêtés le 9 février pour rébellion et port d'armes (lance-pierre) sont condamnés à un mois et 15 jours avec sursis.
Le 31, fermeture définitive de l'usine de la Chiers.

Avril :

Le 16, suite à un meeting de l'intersyndicale demandant la mise en place du plan de revalorisation du site, 150 sidérurgistes bloquent la RN et déboulonnent la voie ferrée.
Le 18, intervention des CRS pour démonter les barrages et quadrillage de la ville par 5 escadrons. Pour la première fois, les flics pénètrent à l'intérieur de l'usine.

SOURCES

Écrites :

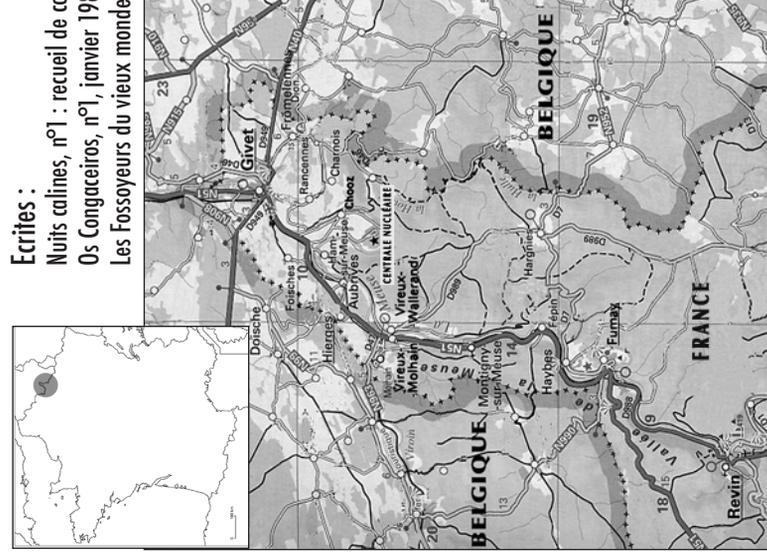
- Nuits calines, n°1 : recueil de coupures de presse, mars 1987.
- Os Congaceiros, n°1, janvier 1985.
- Les Fossoyeurs du vieux monde, n°4, mai 1983.
- Nous voulons tout, n°1, décembre 1982, n°2-3 février 1983, n°5 juin-septembre 1983, n°11 hiver 1984.
- Courant alternatif n°3, n°6, n°12)
- Un récit de la lutte de Chooz, brochure n°9 de La Question sociale, 1998.
- Archives du local de l'OCL à Reims.

Audio :

- Archives radio Chooz'Ve qui peut.
- Archives radio La Pointe.

Vidéo :

- Extraits des journaux télévisés de l'époque.



CHRONOLOGIE VIREUX - CHOOZ (1979-1984)

1979

Projet d'extension du premier réacteur (construit en 1962) de la centrale de Chooz.

Référendum : 64,34 % des 800 habitants de Chooz se prononcent contre ce projet.

Création du comité antinucléaire à Chooz. Premières actions : manif, occupation de la mairie, blocage de routes, sabotage des engins de prospection (revendiqué par le Front de libération ardennais). La première kermesse antinucléaire se fait au village en juin.

1980

Mai-juin :

Première enquête publique. Dès le premier jour, le dossier consultable en mairie est volé et jeté dans la Meuse. Murage de la mairie, manif quotidienne à 19 heures, lors de la sortie du dossier (100 à 200 personnes), blocage des routes et affrontements. agence EDF et le hall d'accueil de la

Participation de nombreux manifestants belges. Etat de siège à Chooz pour le dernier jour de l'enquête (17 juin), plusieurs barrages bloquent la route, affrontements le soir. L'entrée de la mairie est murée et une bombe factice fait déplacer les équipes de déminage.

Juillet :

Les 5 et 6, première fête antinucléaire à Chooz (3 500 personnes).

Novembre :

Le *Front commun* est créé, il regroupe organisations, syndicats et associations opposés à la centrale, le PS s'en retirera quelques mois plus tard.

1981

Avril :

Du 1 au 17, deuxième enquête parcelaire qui aboutit à l'acceptation du projet.

Affrontements réguliers, vol et destruction du dossier d'enquête, une agence EDF et le hall d'accueil de la

de manifestation et rassemblement, contrôles systématiques et quadrillage du territoire, etc.). 1 000 CRS et gardes mobiles sont déployés contre 50 manifestants, 30 interpellations mais tous sont relâchés. Brouillage de *Radio la Pointe*.

Réunion entre *VV*, des sidérurgistes belges et quelques Parisiens.

Février :

Le 19, vote du plan social (441 oui, 191 non, 24 nuls).

Début du démantèlement de l'usine. Le 26, manifestation antinucléaire sous la forme d'une caravane, qui sera bloquée avant d'arriver dans la Pointe.

Mars :

Le 27, dernier samedi du mois, un barrage est dressé par les sidérurgistes sur la RN 51, l'Intersyndicale menace de reprendre les actions violentes si l'application du plan social n'est pas respectée. Une trentaine de personnes s'affrontent légèrement avec les flics. Pendant ce temps, manifestation pacifique à Revin.

Mai :

Les 21 et 22, fête antinucléaire à Chooz (3 000 personnes).

Décembre :

Dernière réunion du *Front commun antinucléaire*.

1984

Janvier :

Record historique de chômage dans les Ardennes (15 %), à cette date seuls 30 salariés sur les 650 sont reclassés.

Février :

Le 9, réunion tripartite à Charleville, puis meeting à Vireux de l'intersyndicale concernant des heures non payées. 2 barrages aux entrées de Vireux sont dressés. Une cinquantaine de sidérurgistes retranchés dans l'usine attaquent les CRS, qui démontent les barrages. Des coups de feu sont de nouveau tirés. 2 sidérurgistes sont arrêtés. Nouvelle occupation totale de Vireux par les flics.

Le 28, l'intersyndicale occupe les perceptions de Fumay et Givet en réaction à la mise en chômage technique pour 15 jours de 86 salariés et pour le respect des engagements du plan social.

Septembre :

Le 12, un camion pelleteuse est incendié (action revendiquée par « Vireux vivra ou Chooz II sautera »).

Le 24, réunion tripartite entre le gouvernement, la direction et les syndicats. Confirmation de la fermeture de l'usine fin 1983. Blocage de la RN 51 par les sidérurgistes.



Le 25, manifestation du samedi. 12 heures d'affrontements, 7 arrestations, 4 personnes écrouées (4 Parisiens) pour transport d'armes, participation à une manif armée et vol de voiture.

Apparition de l'affiche « Vireux un air de Pologne ».

Fin septembre, les flics menacent les familles d'ouvriers immigrés de Vireux

pour les dissuader de participer aux manifestations.

Octobre :

Le 14, explosion du siège du PS à Toulouse en soutien à Chooz-Vireux.

Le 25, meeting le matin puis occupation de la mairie de Revin par la CGT d'un côté. De l'autre, l'intersyndicale et des sidérurgistes organisent un arrêt de travail à la Chiers et le départ en car de 200 d'entre eux pour aller saccager la perception de Fumay et le siège de district EDF à Revin.

Le 30, une alerte à la bombe dans un supermarché de Charleville oblige à l'évacuation de 4 500 personnes (action revendiquée par VV qui réclame le retrait des compagnies de gendarmes mobiles de la Pointe).

Pas de manifestation du samedi. Le *Front commun antinucléaire* organise une caravane d'information qui sillonne les 14 communes concernées directement par la centrale de Chooz.

Parallèlement, un rassemblement a lieu devant l'usine mêlant ouvriers et « éléments extérieurs ». Blocage des deux ponts de Vireux, attaque de la gendarmerie de Vireux et affronte

et de la voie ferrée par les sidérurgistes pendant 48 heures en soutien aux 13 arrêtés. Soutien du *Front commun antinucléaire* aux ouvriers de la Chiers.

Le 27, manifestation du samedi à Chooz, affrontements, les antinucléaires rejoignent les ouvriers de la Chiers qui bloquent la RN 51 à Vireux. Occupation militaire de Chooz.

Avril :

Le 5, marche de 300 ouvriers de la Chiers sur Chooz.

Sabotages de relais TV revendiqués par VV.

Le 24, manifestation du samedi à Chooz, très faible mobilisation (500 personnes face à 1 000 flics) en raison des nombreux contrôles et de la fermeture de la frontière belge (14 interpellations).

Mai :

Le 6, un pylône haute tension est détruit par une explosion (action revendiquée par VV).

Pendant tout le mois, grève administrative et fermeture des mairies de la Pointe en solidarité avec les travailleurs de la Chiers.

Le 10, une fausse bombe est découverte



à la gare de Charleville.

Le 22, de la mèche et des cordons détournés sont volés sur un chantier.

Le 26, pas de manif du dernier samedi mais une fête antinucléaire où les ouvriers de la Chiers tiennent un stand. Meeting de l'intersyndicale qui déclare : « Il n'est pas exclu de nous voir aux côtés des antinucléaire dans leurs prochaines manifestations, voire même de prolonger leurs actions les autres jours du mois ».

Juin :

Le 1^{er}, fête à Chooz (5 000 personnes).

Le 15, 600 sidérurgistes partis de Vireux marchent sur la centrale de Chooz, le hall d'accueil est incendié en fin de manif. Première tentative de brûler le

château de la Buchères.

Le 17, des arbres sont abattus sur la Meuse afin d'endommager le barrage (action revendiquée par VV).

Le 19, le garage de district EDF-GDF de Revin est incendié (action revendiquée par VV).

Le 21, au cours d'une manifestation à Charleville (2 000 personnes environ), le secrétaire général de la préfecture est retenu pendant 5 heures dans sa voiture par les ouvriers. La préfecture est caillassée. La vitrine du Trésor public est brisée.

Un poste-frontière et un camion de chantier sont brûlés (actions revendiquées par VV).

Le 26, manifestation du samedi au départ de Chooz et finissant devant la Chiers. Manif appelée par l'intersyndicale et le *Front commun* (500 personnes). Affrontements, blocage de la RN 51 à Vireux, incendie d'un véhicule de la gendarmerie servant à déblayer les barricades ainsi que d'un engin sur le chantier de la centrale. 13 blessés chez les flics, 2 chez les manifestants et 10 personnes interpellées.

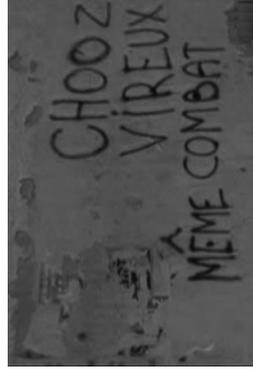
garanties de salaire soient valables 10 ans.

Le 12, libération au matin des 3 séquestrés. Une réunion est promise pour l'après-midi avec la direction, la préfecture, les maires et l'intersyndicale. La direction et la préfecture ne viennent pas. En réponse, 300 personnes se rassemblent devant la mairie de Revin où un flic en civil est sérieusement pris à partie, puis se rendent au château de la Buchère (propriété de la direction) et y mettent le feu. Les pompiers, comprimés, n'interviennent pas et le château brûle entièrement. La direction porte plainte.

Le 19, l'Etat change d'interlocuteur en convoquant un comité central d'établissement (où la CGT est majoritaire) pour négocier à Paris. L'intersyndicale proteste, la direction régionale de la CGT accepte de négocier séparément. *Le 28*, une réunion tripartite à Paris ne fait que confirmer les licenciements. *Le 30*, meeting de l'intersyndicale qui fait un compte rendu de la réunion du 28, en réaction : blocage de la RN 51 et de la voie ferrée qui a pour conséquence de freiner l'arrivée des flics

pour la manif du lendemain.

Le 31, manifestation du samedi organisée par le *Front franco-belge antinucléaire ChoozII* et VV. 2 heures d'affrontements, un atelier d'entretien de l'usine est saccagé, ce qui provoquera la colère d'une partie des ouvriers.



Août :

L'usine est fermée pour un mois. *Le 2*, la direction de la Chiers adresse une lettre d'avertissement à 30 personnes ayant une responsabilité syndicale dans la séquestration. Le président de la SASC, M. Fajean, porte plainte contre 3 délégués pour la séquestration. Les travaux pour la centrale Chooz II commencent.

d'un rassemblement devant la mairie pour demander sa libération.

Le 29, blocage de la RN 51, l'ouvrier est relâché mais le blocage continue afin d'obtenir des garanties pour le plan social. Les barrages seront démontés et remontés 3 fois de suite.

Attaque dans la nuit du local de la Sodicar (filiale d'Usinor chargée de la reconversion des ouvriers de la Chiers créée dans le mois).

Décembre :

Le 1^{er}, nouveau barrage sur la RN 51, les CRS interviennent et occupent cette fois Vireux jour et nuit jusqu'au 8 décembre.

Le 3, meeting dans l'usine, l'intersyndicale propose l'arrêt des barrages si l'occupation militaire cesse et qu'une réunion tripartite est organisée.

L'occupation continue. Affrontements au lance-pierre, des coups de feu auraient été tirés sur les flics depuis l'usine. Arrestation et incarcération d'un sidérurgiste en possession d'une fronde.

Le 4, manif à Charleville pour l'emploi, l'unité syndicale et contre la violence, organisée par la CGT (très faible

mobilisation).

Le 29, des ouvriers de Vireux et des habitants de Chooz sont invités à Lille pour discuter de la jonction entre la lutte antinucléaire et celle des sidérurgistes.



1983

Janvier :

Le 18, condamnation à un mois avec sursis de 2 sidérurgistes (l'un arrêté le dernier samedi de novembre, l'autre le 3 décembre).

Le 29, le *Front commun* et le *Front d'action* organise à nouveau une caravane d'information et protestent contre les mesures d'exception (interdiction de circuler dans la Pointe pour toute voiture immatriculée hors des Ardennes, interdiction préfectorale de tous types

parisiens sont arrêtés).

Le 10, arrestation de 3 Lillois (dont un délégué CGT) et 2 habitants de Chooz, pour fabrication de cocktails Molotov. Etat de siège à Chooz : patrouilles de CRS, contrôles d'identité réguliers des habitants...

Mai :

Le 1^{er}, manifestation de soutien aux 5 inculpés (1 000 personnes). Un bureau d'EDF est saccagé.

Le 10, élection de F. Mitterrand qui déclare : « Je me suis engagé à ne pas ouvrir de nouveau chantier de centrale nucléaire, en particulier à Chooz, avant qu'ait lieu un débat national pour informer les Français, qui pourront alors se prononcer par référendum ». Le projet de centrale nucléaire à Plogoff sera le seul à être abandonné. Celui de Chooz est gelé temporairement.

Juillet :

Le 1^{er}, avis favorable du conseil général pour l'extension de la centrale. Les 4 et 5, fête antinucléaire-nucléaire à Chooz (2 200 personnes).

Octobre :

Le 16, non-lieu pour les 5 inculpés du 10 avril.

Manifestations régulières, occupation de la mairie, tags.

Référendum auprès des municipalités de la Pointe de Givet : les conseils municipaux votent majoritairement pour le dégel du projet de Chooz (8 pour, 4 contre, 2 nuls). La CGT et FO se prononcent dans le même sens.

Novembre :

Deux voitures d'EDF sont incendiées. Le 24, Pierre Mauroy (Premier ministre) donne le feu vert pour l'extension de la centrale en la déclarant d'utilité publique. Début des travaux prévu pour l'été 1982.

Le 30, tentative de sabotage d'un pylône haute tension, la mairie de Givet est occupée par des antinucléaires belges.

Apparition du groupe clandestin *Front d'action antinucléaire franco-belge*.

Décembre :

Le 12, publication au JO du décret d'utilité publique de la nouvelle centrale, marche sur Chooz II, affrontements. Décision du *Front d'action antinucléaire franco-belge* d'organiser des manifs tout les derniers samedis du mois

1982

Janvier :

Le 4, le siège du PS de Charleville est attaqué à coup de cocktails Molotov. La fermeture de l'usine de la Chiers se profile de plus en plus sûrement.

Vireux vivra (VV) apparaît, il se présente comme un groupe clandestin autonome et critique vis-à-vis des syndicats et de leurs moyens de lutte. Première action revendiquée : attaque à l'explosif du centre de perception de Fumay.

Constitution de l'intersyndicale de la SASC (Société des aciers spéciaux de la Chiers) regroupant la CFDT, la CGC et FO.



Première manifestation du dernier samedi du mois : 2 heures d'affrontements (barricades dans le centre de Chooz, un engin de prospection est détruit, 30 blessés et arrestation d'un manifestant belge).

Février :

Le 11, la vitrine d'une agence EDF est tagguée.

Le 27, manif du samedi, affrontements le long de la RN 51, assaut de la caserne du PSIG (Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) de Fumay. Au cours de la nuit, chasse à l'homme dans les rues de Fumay, 60 personnes interpellées et tabassées, 3 arrestations (dont deux habitants de Chooz et un de Revin qui sont incarcérés puis libérés sous contrôle judiciaire).

Mars :

Le 4, marche silencieuse à Charleville pour dénoncer les violences policières. Lors des élections cantonales de la Pointe, des membres de l'intersyndicale de la Chiers volent cinq urnes, les déposent devant la centrale de Chooz et y déversent de l'huile de vidange (13 personnes sont arrêtées, aucune ne sera poursuivie). Blocage de la RN 51

ments pendant la nuit. 4 interpellés, un rassemblement de 300 personnes a lieu devant la mairie de Revin réclamant leur libération. Ils sont relâchés le lendemain.

Création du journal ainsi que de la radio *La Pointe* (anciennement radio *Chooz ve qui peut*) composée de sidérurgistes et d'antinucléaire. Ces deux outils se présentent comme une résistance au sabordage de la région et un moyen de contrer la désinformation des médias.

Novembre :

Le 6, le *Front commun antinucléaire* et le *Comité des habitants de Chooz* commentent une série de discussions et de projections tous les premiers samedis du mois dans la salle des fêtes du village. Le 10, une pelleteuse d'une entreprise travaillant pour Chooz II est détruite à l'explosif à Charleville.

Le 23, procès à Charleville des 4 Parisiens écroués à Châlons depuis septembre. 3 sont libérés en attente du délégué le 14 décembre.

Le 25, saccage des bureaux du syndicat patronal des industriels métallurgistes ardennais (Sima) à Charleville par

150 ouvriers de la Chiers. 11 sidérurgistes sont arrêtés, manif et encerclement de la gendarmerie de Vireux, toutes les personnes sont relâchées.



Le 27, dernière manifestation du samedi. Le *Front commun antinucléaire* appelle à former une chaîne humaine entre la France et la Belgique et réorganise une caravane d'information. D'un autre côté, des barricades sont montées sur les ponts de Vireux. Les affrontements durent toute la nuit. Nouvelle attaque de la gendarmerie locale. Un ouvrier est tabassé, hospitalisé et placé en garde à vue.

Une réunion entre les ouvriers et les « éléments extérieurs » a lieu dans l'usine après les affrontements suivie



Ça coûtera cher de nous foutre en l'air

Lutte des sidérurgistes et de leurs complices dans les Ardennes (1979-1984)

CD 1:

1^{ère} partie: Lutte antinucléaire à Chooz et annonce de la fermeture de l'usine à Vireux. 26mn

2^{ème} partie: Récit des manifestations, des affrontements et des rencontres. 32mn

CD 2:

3^{ème} partie: Les différentes actions des sidérurgistes pour se faire entendre - signature du plan social. 29mn

Montage en libre accès sur internetdown.org

Contact : lames-de-sons@no-log.org



Ça coûtera cher de nous foutre en l'air